

LA PROBLEMATIQUE DE L'OPERATIONALISATION DU CONCEPT DE DEVELOPPEMENT HUMAIN : PORTEE ET LIMITES DE L'IDH

Reçu le : 25/06/2019
Évalué le : 07/12/2019

BOUTALEB Kouider (*)
BOUTALEB Oussama (**)

Résumé

Cet article a pour objet l'analyse de la mesure du développement humain par l'indice du développement humain (IDH) et sa critique. La mesure du développement humain a longtemps été rapportée à l'indicateur classique « PIB et revenu par tête d'habitant », qui privilégie plutôt l'accès aux ressources, mais ne permet pas de rendre compte des conditions de bien être d'une population, traduites par l'état de santé, l'accès à l'instruction et à l'éducation...

C'est ainsi que pour répondre à cette lacune, le PNUD, au niveau international, a développé depuis 1990, en se fondant sur les travaux d'Amartya Sen en particulier, un indicateur synthétique de développement humain (IDH) permettant d'évaluer le bien-être des populations dans une acception large. Cependant, si ce nouvel indicateur, l'IDH, a été sans aucun doute une innovation majeure, il n'en demeure pas moins qu'il fait l'objet de critiques importantes. Le lien entre le concept théorique (développement humain) et son opérationnalisation (IDH) ne semble pas suffisamment solide comme on tentera de le montrer dans cette contribution.

* Docteur es- Sciences Economiques, Faculté des sciences économiques et de gestion, Université de Tlemcen, Algérie.

** PHD student, Simon Kuznets Institute of economics Khakiv, Ukraine.

Pour ce faire, notre approche méthodologique nous a amenés à aborder, dans un premier temps, le concept de développement humain et ses fondements théoriques, avant de passer dans un second point, à l'indicateur de développement humain (IDH), ses composants et sa méthode de calcul, puis dans un troisième point, la portée et les limites de cet indicateur.

Mots clés : Développement humain ; PIB/ tête d'habitant ; IDH (Indice de Développement Humain) ; Longévité ; Savoir, Niveau de vie.

Abstract

THE PROBLEM OF THE OPERATIONALIZATION OF THE CONCEPT OF HUMAN DEVELOPMENT: SCOPE AND LIMITS OF THE HDI

This paper aims the measure human development by the Human Development Index (HDI) and its critics. The measure of human development has been for a long time referred to the classic indicator "GDP and income per capita", which rather favors access to resources, but does not account for the welfare conditions of the population, in health, access to education and education ...

So as to respond to this problem, the UNDP have developed since 1990, based on the work of Amartya Sen, in particular, a synthetic indicator (HDI) for assessing the well-being in a broad sense. However, if this new indicator, the HDI, was undoubtedly a major innovation in the methods of assessing development efforts, it remains that it is subject to significant criticisms.

This is the link between the theoretical concept (human development) and its operationalization (HDI) does not seem strong enough as we attempt to show in this contribution.

To do this, our methodological approach led us to approach, first of all, the concept of human development and its theoretical foundations, before moving on to a second point, the human development indicator

(HDI), its components and its calculation method, then in a third point, the scope and the limits of this indicator. To conclude, finally, that it is always rather difficult to find a solution to the problem of measuring development and social progress.

Keywords: human development; GDP/inhabitant head; HDI (Human Development Index); Longevity; Knowledge; Standard of Living.

ملخص

إشكالية إجرائية مفهوم التنمية البشرية: النطاق والمحدودية

يهدف هذا المقال إلى دراسة طريقة قياس التنمية البشرية من خلال مؤشر التنمية البشرية (HDI) ونقده. كان قياس التنمية البشرية منذ فترة طويلة يتم عبر المؤشر التقليدي "الناتج المحلي الإجمالي ودخل الفرد"، الذي يعبر عن الوصول إلى الموارد، لكنه لا يعكس ظروف رفاهية السكان، التي تُترجم بواسطة الحالة الصحية، التعلم ... وبالتالي، استجابة لهذا القصور، طور برنامج الأمم المتحدة الإنمائي UNDP، على المستوى الدولي، منذ عام 1990، مؤشر بناءً على عمل أمارتيا سين (Amartya Sen) على وجه الخصوص، وهو مؤشر مركب للتنمية البشرية (HDI) لتقييم رفاهية السكان بالمعنى الواسع، بقدر ما هو مجرد مقياس للثروة، فإنه يأخذ في الاعتبار متوسط العمر المتوقع ومستوى الإلمام بالقراءة والكتابة والتعليم وكذلك حجم الموارد المتاحة للاستمتاع بظروف معيشية لائقة.

مع ذلك، في حين أن هذا المؤشر الجديد (مؤشر التنمية البشرية)، كان بلا شك ابتكاراً هاماً في أساليب تقييم جهود التطوير، فلا تزال هناك انتقادات كبيرة توجه إليه. لا يبدو الارتباط بين المفهوم النظري (التنمية البشرية) وتحويله إلى مؤشر (HDI) متيناً بما فيه الكفاية وهذا ما سنحاول إظهاره في هذه المساهمة.

للقيام بذلك، اعتمدنا منهجية تحليل ذات طابع استنباطي، قادتنا إلى تناول مفهوم التنمية البشرية وأسسها النظرية، قبل الانتقال إلى النقطة الثانية، مؤشر التنمية البشرية (HDI)، مكوناته وطريقة حسابه، ثم في نقطة ثالثة، نطاق وحدود هذا المؤشر.

الكلمات الدالة: التنمية البشرية؛ الناتج المحلي الإجمالي/الفرد؛ مؤشر التنمية البشرية (HDI)؛ طول العمر؛ المعرفة؛ مستوى المعيشة.

Introduction

La mesure du développement humain n'est pas aisée. Cette mesure a longtemps été rapportée à l'indicateur classique « PIB et revenu par tête d'habitant », qui privilégie plutôt l'accès aux ressources, mais ne permet pas de rendre compte des conditions de bien être d'une population, traduites par l'état de santé, l'accès à l'instruction et à l'éducation...

C'est ainsi que pour répondre à cette lacune, le PNUD, au niveau international, a développé depuis 1990, en se fondant sur les travaux d'Amartya Sen en particulier, un indicateur synthétique de développement humain (IDH) permettant d'évaluer le bien-être des populations dans une acception large.

Or on s'accorde à reconnaître que les concepts proposés par Sen sont difficiles à cerner et encore plus difficiles à traduire de façon opérationnelle. Il n'est pas évident non plus que l'IDH constitue une traduction empirique fidèle des concepts mis de l'avant par Sen. Pour cette raison, plusieurs font à l'IDH le reproche d'être dénué de fondement théorique. Les partisans de l'IDH admettent qu'il constitue une mesure imparfaite mais ils affirment que cette mesure est utile et qu'elle contribue à renouveler la réflexion sur le développement. Tout un débat perdure sur les fondements théoriques et la validité de l'IDH (SRINIVASEN, 1994) ...

Le concept de développement humain est donc certainement plus complexe que ce que permet de mesurer l'IDH avec seulement trois dimensions et quatre variables, même si ces quatre variables retenues sont des mesures acceptées des principaux aspects du développement et sont notoirement très liées à la satisfaction des besoins essentiels comme une alimentation saine, une eau potable, un logement décent, l'hygiène et des soins médicaux, mais également le savoir, la capacité aux prises de décisions dans la société, la mobilité et l'accès à la culture...

Ainsi, si ce nouvel indicateur, l'IDH, a été sans aucun doute une innovation majeure dans les méthodes d'appréciation des efforts de développement, il n'en demeure pas moins qu'il fait l'objet de critiques importantes. Le lien entre le concept théorique (développement humain) et son opérationnalisation (IDH) ne semble pas suffisamment solide comme on tentera de le montrer dans cette contribution. Pour ce faire nous commencerons d'abord dans un premier point par revenir sur la définition du concept de développement humain et ses fondements théoriques, avant d'aborder dans un second point l'indicateur du développement humain (IDH), ses composantes et son mode de calcul, pour nous interroger enfin dans un troisième point sur la portée et surtout les limites de cet indicateur de mesure du développement socio-économique

1. Le concept de développement humain

Le concept de développement humain a été forgé et popularisé essentiellement par le PNUD, suite notamment aux travaux académiques de l'économiste indien prix Nobel de 1998 dans ce domaine. Le PNUD a commencé à publier, depuis 1990, un Rapport mondial sur le développement humain (RDH). A partir de cette date, chaque année le PNUD publie son rapport sur le développement humain, classifiant les pays du monde entier selon la valeur calculée de l'indicateur du développement que nous aborderons plus loin quant à sa conception et son mode de calcul. Il faudrait aussi souligner sans doute que tout en tentant de réaliser la mesure du développement humain, le PNUD poursuit l'affinement des observations et des instruments y afférents. Ceci pour dire que la démarche n'est pas achevée.

1.1. Définition

Il n'existe pas de définition unique et simple du concept de développement humain, « tant sa richesse est grande et ses implications considérables ». Néanmoins, il est possible de se référer à la définition synthétique et globale, du PNUD, (PNUD, 1990) qui est quasi universellement admise aujourd'hui.

Le PNUD définit ainsi le développement humain : « Le développement humain est un processus qui conduit à l'élargissement de la gamme des possibilités qui s'offrent à chacun. En principe, elles sont illimitées et peuvent évoluer avec le temps. Mais quel que soit le stade de développement, elles impliquent que soient réalisées trois conditions essentielles : vivre longtemps et en bonne santé, acquérir un savoir et avoir accès aux ressources nécessaires pour jouir d'un niveau de vie convenable. Si ces conditions ne sont pas satisfaites, de nombreuses possibilités restent inaccessibles.».

On peut aussi se référer à la définition qu'en propose le "rapport arabe sur le développement humain, PNUD 2002" qui semble encore plus clairement exprimer les fondements de ce concept : « Le développement humain peut être défini simplement comme un processus d'élargissement des choix. Chaque jour, chaque être humain fait toute une série de choix d'ordre économique, social, politique ou culturel. Si les êtres humains sont bien au centre des activités entreprises en vue du développement, celles-ci devraient être orientées vers l'élargissement des choix dans tous les domaines de l'activité humaine au bénéfice de tous. ».

Ainsi défini, le développement humain apparaît comme une notion assez simple qui comporte pourtant des implications considérables. En premier lieu, les choix humains sont accrus lorsque les êtres humains acquièrent des opportunités supplémentaires d'utiliser ces capacités. Le développement humain vise non seulement à élargir les capacités et les opportunités, mais aussi à maintenir un équilibre approprié entre celles-ci afin d'éviter la frustration qui résulterait d'une grande disparité entre elles."

Cette définition focalise sur les "capacités" (selon le concept forgé par Amartya Sen) et les "libertés" humaines. La compréhension du développement humain implique par conséquent de bien comprendre la portée et la signification de la perspective des capacités et de celle des libertés. Par capacités, on entend quatre grandes capacités qui correspondent aux quatre grandes aspirations évoquées dans la définition citée plus haut : vivre une vie longue et saine, acquérir des

savoirs, accéder aux ressources nécessaires pour mener une vie décente et digne et participer à la vie de la communauté (Les couts de l'homme dont parlait F. Perroux). Ces capacités ont d'abord une valeur universelle, elles sont primordiales pour la vie, dans la mesure ou leur absence impliquerait la non émergence de nombreuses autres capacités, possibilités ou opportunités.

La définition du concept de développement humain ainsi exprimée par le PNUD permet de faire clairement la distinction entre les deux aspects du développement humain : la formation des capacités humaines, la santé ou le savoir d'une part, et la manière dont les individus les mettent à profit dans leur travail et leurs loisirs d'autre part

Le développement humain présenterait ainsi deux aspects :

- D'une part, la création de capacités personnelles (par les progrès obtenus en matière de santé, de savoir et d'aptitudes) ;
- D'autre part, l'emploi que les individus font de ces capacités dans leurs loisirs, à des fins productives ou culturelles, sociales et politiques.

Selon la conception du PNUD du développement humain, « l'amélioration du revenu, pour importante qu'elle soit, n'est jamais qu'une aspiration parmi d'autres. Le développement doit donc être bien plus qu'une accumulation de revenus et de richesses. Il doit être centré sur les personnes... Cette philosophie du développement diffère des approches traditionnelles à l'égard de la croissance économique, de la formation de capital humain, du développement des ressources humaines, du bien-être et des besoins essentiels de l'être humain. Il faut exposer clairement ces différences pour éviter toute confusion » ... (PNUD, 1990 : p.10). On verra plus loin combien cette nouvelle approche est redevable aux travaux d'Amartya Sen qui a renouvelé la théorie du développement en l'orientant justement sur la prépondérance des aspects humains plus qu'aucune autre considération.

Au regard du concept du développement humain l'objectif est le bien-être, les êtres humains qui sont considérés comme les bénéficiaires,

plutôt que les agents, du développement. Le développement humain se préoccupe non seulement de la satisfaction des besoins essentiels mais aussi d'instaurer un processus dynamique de participation. Il s'applique aussi bien aux pays moins avancés qu'aux pays les plus industrialisés.

Dans son rapport sur le développement humain de 1990, le PNUD souligne encore ce qui constitue l'essence même de ce nouveau paradigme de développement :

- Le développement humain postule que le bien être humain est la seule et vraie finalité ou devrait être celle de toute politique de développement. Les autres considérations n'ont trait qu'aux moyens de parvenir à cet objectif ;
- Il s'inscrit dans une dimension plus large que celle de la simple croissance économique, en lui intégrant justice sociale, durabilité et contrôle des personnes sur leur propre destinée. Il couple donc étroitement et prioritairement une logique qualitative de bien-être social à la logique quantitative de croissance économique ;
- Il déploie, en conséquence, des indices adaptés et popularisés pour appréhender l'état comparé du développement entre les nations et entre les régions du monde ;
- Il s'appuie enfin sur une démarche de territorialisation et d'appropriation des processus de développement et de diffusion des bonnes pratiques, et ne procède donc pas d'un quelconque modèle formalisé, imposé ou figé en matière d'action.

1.2. Fondements théoriques : l'apport d'Amartya Sen

Le concept de développement humain trouve ses fondements (ses soubassements théoriques) dans l'œuvre du prix Nobel de l'économie Amartya Sen, qui a sans doute le plus contribué à l'émergence, puis l'essor du concept, même si on peut noter que déjà Joseph E Stiglitz avait mis en avant le concept de liberté en intitulant un des chapitres de son livre « *la grande désillusion* » : « *la liberté de choisir ?* », sans oublier l'apport de l'économiste pakistanais Mahbub ul Haq. Mais c'est

incontestablement Amartya Sen, qui, le premier théorisa l'idée que le développement pouvait être appréhendé comme « un processus d'expansion des libertés réelles dont jouissent les individus ». (Sen, 1999 : p.15)

Amartya Sen a placé la liberté au centre du développement. Dans ce nouveau cadre théorique la croissance du PNB ou des revenus revêt certes une grande importance mais en tant que moyens d'étendre les libertés dont jouissent les individus. Il explique plus particulièrement que la liberté occupe une place centrale dans le processus de développement pour deux raisons (Sen, 1999 : p.16) :

- « Une raison d'évaluation » : dans le sens où selon lui, tout jugement sur le progrès et le développement n'a de sens que rapporté aux libertés : « une avancée est une avancée de libertés » ;
- « Une raison d'efficacité » : le progrès dans le développement dépend avant tout de la possibilité pour les gens d'exercer leur libre initiative, ce que Sen appelle leur « fonction d'agent ».

L'économiste indien considère que la liberté de participer aux échanges économiques et par conséquent de s'engager pleinement dans le développement de son propre pays a un rôle fondamental certes dans la vie sociale mais également dans la réussite du processus de développement de l'Etat.

Considérant aussi par ailleurs que, quand le développement dépendra réellement de ceux qui en seront les principaux bénéficiaires, celui-ci verra ses chances de réussite décuplées. A l'inverse, si la liberté économique s'exprime sous la forme de la pauvreté extrême comme ce fut le cas pour de nombreux pays, et rend par conséquent une personne vulnérable alors son bien-être mais surtout ses autres libertés seront particulièrement fragiles.

Amartya Sen définit cinq types de libertés instrumentales qu'il considère comme indispensables de prendre en compte. Il s'agit des « libertés politiques, des facilités économiques, des opportunités

sociales, des garanties de transparence et de la sécurité protectrice » (Sen, 1999 : p.59).

L'auteur souligne pour renforcer cette idée, qu'il n'est pas nécessaire d'atteindre un certain seuil de prospérité acquis après une longue période de croissance économique, pour se donner les moyens de généraliser certaines libertés telles que les services d'éducation ou de santé.

2. L'opérationnalisation du concept de développement humain (le problème de la multi- dimensionnalité)

2.1. Remarques méthodologiques

Le processus d'opérationnalisation se définit si on se réfère au schéma classique de Paul Lazarsfeld (Lazarsfeld, 1971), comme le fait de « soumettre les concepts, par l'analyse, à un processus qui les transforme en dimensions, puis en indicateurs permettant de les observer, de les mesurer ou de les quantifier ». La plupart des concepts ont des dimensions multiples, de ce fait se pose un problème lié aux implications quant à la construction de mesures associées à ces concepts. Nombreux sont les exemples de concepts ayant des dimensions multiples, et ou à chacune desquelles on peut associer une mesure distincte (Lemlin, 2004 : p 1.3.3).

À titre d'exemple le concept de « coût de la vie » peut se décomposer, en « coût de l'alimentation », « coût du logement », etc. Lorsqu'un même concept comporte plusieurs dimensions, mais qu'on veut néanmoins traiter le concept comme un tout, il faut trouver une façon de combiner les mesures associées aux différentes dimensions en une seule mesure qui les résume toutes. « Le problème, pour ainsi dire, est d'additionner des bananes et des oranges. » (Lemlin, 2004 : p. 1.3.4).

La manière la plus répandue d'aborder ce problème consiste à construire un *nombre indice*, qui se définit comme une règle (une formule) pour combiner plusieurs mesures en un seul chiffre.

Les différentes mesures qui entrent dans la composition de l'indice se rapportent à différentes dimensions d'un concept ; l'indice lui-même est utilisé comme mesure globale du concept étudié. En général, il n'y a pas d'indice qui soit parfaitement fiable (c'est-à-dire dont les variations reflètent des variations réelles). Il est même souvent difficile de construire un indice valide (qui mesure bien ce que l'on veut mesurer). C'est l'un des points importants que nous cherchons à illustrer, à propos de l'Indicateur de Développement Humain du Programme des Nations Unies pour le Développement.

2.2. La conception de l'indicateur de développement humain (IDH)

La définition, ainsi que l'évolution des concepts et instruments de mesure des différents indicateurs du développement humain ont fait l'objet d'une présentation relativement approfondie dans les différents Rapports sur le Développement Humain du PNUD.

Il convient donc de ne procéder qu'à un simple rappel des principaux éléments de nature à faciliter la compréhension des difficultés d'appréhension et de la valeur des critiques adressées à l'indicateur proposé pour évaluer le développement humain.

L'Indice de Développement Humain (IDH) que publie le PNUD chaque année depuis 1990 dans son Rapport sur le Développement Humain est un indicateur synthétique du niveau de développement des pays, dont la construction a été inspirée essentiellement comme nous l'avons déjà souligné, par les travaux d'Amartya Sen, prix Nobel d'économie en 1998 et l'économiste pakistanais Mahbub ul Haq.

L'intérêt de l'IDH a été de s'imposer face à la mesure de la seule richesse monétaire (typiquement le produit intérieur brut par habitant) pour évaluer le niveau de développement ou de « bien-être » des populations. Avec la richesse monétaire, l'IDH prend en effet en compte deux autres aspects essentiels du développement humain : la santé et l'éducation.

L'IDH permet ainsi selon ses concepteurs d'évaluer le bien-être des populations dans une acception large, allant au-delà des indicateurs classiques « PIB et revenu par tête d'habitant ». Ces indicateurs classiques, jusqu'alors largement utilisés, privilégient plutôt l'accès aux ressources en tant qu'indicateur, mais ne permettent pas de rendre compte de dimensions aussi essentielles que celles traduites par l'état de santé ou l'accès à l'instruction et à l'éducation.

Ces dimensions humaines essentielles du développement sont désormais consacrées dans l'approche indiciaire (IDH) d'estimation des efforts qui y sont consacrés, même si les indicateurs habituels « PIB par tête d'habitant et revenu par tête d'habitant » ne sont pas ignorés, ils sont par contre largement déclassés. Si l'accès à un revenu décent demeure certes l'une des composantes essentielles, il n'est cependant pas en soi une finalité de l'activité humaine car il ne peut, à lui seul, assurer le développement humain.

Ainsi donc l'indicateur du développement humain (IDH) est désormais adopté comme moyen d'évaluation de l'état d'amélioration ou de dégradation des conditions de vie des populations concernées et conséquemment l'efficience ou l'inefficience (bonne ou mauvaise gouvernance) dans l'allocation des ressources et de leur bonne ou mauvaise gestion et donc du degré de réussite des pays par rapport au niveau de satisfaction des besoins de leurs habitants, dans la mesure où, au-delà de simple mesure de richesses, il tient compte aussi bien de l'espérance de vie, du niveau d'alphabétisation et d'instruction que du volume des ressources disponibles permettant de jouir de conditions de vie décentes.

Un « indice de développement humain » élevé d'un pays signifie que la population de ce pays dispose d'un bon système de soins, d'un bon système d'éducation et d'un revenu « décent » qui permet d'avoir accès à de bons services sociaux de base. En revanche, un pays qui ne consacre pas avec efficience ses ressources au bien-être de la population, connaîtra un IDH peu élevé et attirera l'attention sur l'orientation sociale inappropriée de ses politiques publiques, autrement dit sur sa mauvaise gouvernance.

2.2.1 Dimension du concept et variables associées

« Tout indicateur statistique est un agrégat de variables qui sont, en un sens, sans rapport entre elles » (Stiglitz, Sen et Fitoussi, 2009).

Cette remarque semble parfaitement s'appliquer pour l'IDH, ou pour caractériser le développement humain et en fournir une image aussi complète que possible, il faut traiter un nombre élevé de variables qui souvent semblent ne pas présenter de rapports entre elles. « On sait encore peu de choses, par exemple, sur les effets réciproques de l'environnement et du développement humain et social, même si l'on reconnaît que ces effets dépendent du niveau initial d'actif atteint par chacune de ces dimensions. On sait également peu de choses sur les relations entre le développement humain strict (santé, éducation ...) et le développement social, même si l'on admet que ces deux composantes ne peuvent être étudiées indépendamment, car les actifs individuels ne sont évaluable que dans un contexte social donné. » (Greffit-Alami, 2007).

Ceci étant, « L'IDH constitue donc un indice composite, synthétisant la mesure du développement humain, et permettant de chiffrer le niveau moyen d'un pays en faisant appel à trois dimensions essentielles: la longévité et la santé représentées par l'espérance de vie à la naissance ; l'instruction et l'accès au savoir représentés pour deux tiers par le taux d'alphabétisation des adultes, et pour un tiers par le taux brut de scolarisation tous niveaux confondus, et enfin la possibilité de disposer d'un niveau de vie décent représenté par le PIB par habitant, exprimé en parité de pouvoir d'achat en dollars PPA, lié à l'accès aux ressources. » (CNES, 2007 : p.17).

L'IDH comprend donc trois composantes (dimensions du concept de développement humain) :

- Longévité (vivre longtemps et en bonne santé) ;
- Savoir (acquérir des connaissances et un savoir-faire) ;
- Niveau de vie (pouvoir accéder aux ressources).

L'opérationnalisation de ces trois dimensions du concept de développement humain a conduit à choisir les variables suivantes :

A. Longévité : espérance de vie à la naissance

Cette première variable relative à l'état de la santé de la population est mesurée par l'espérance de vie à la naissance. Ce qui permet de mesurer indirectement la satisfaction des besoins matériels essentiels tels que l'accès à une alimentation saine, à l'eau potable, à un logement décent, à une bonne hygiène et aux soins médicaux adopté par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en 1990.

L'espérance de vie à la naissance, qui caractérise la durée de la vie, représente la « longévité », même s'il est communément admis que la qualité de la vie n'est pas toujours synonyme de grand nombre d'années vécues ou à vivre. « L'espérance de vie à la naissance est en fait le reflet de plusieurs aspects de l'existence dont notamment une saine alimentation et une bonne santé. » (CNES, 2006 : p.16). Il est plus fiable que l'indicateur précédent utilisé, le PIB par habitant, qui ne donne pas d'information sur le bien-être individuel ou collectif quantifiant que la production économique.

**B. Savoir : taux d'alphabétisation des adultes et taux de scolarisation
(tous niveaux confondus) (2 variables)**

Cette deuxième variable relative au savoir ou niveau d'éducation qui recouvre le niveau d'instruction d'une population, entendu au sens de l'éducation, de l'apprentissage et de la formation professionnelle et de l'application du savoir. » (CNES, 2006 : p.16).

**C. Niveau de vie : produit intérieur brut (PIB) réel par habitant, en
dollars ajustés en fonction du coût de la vie (parité de pouvoir
d'achat)**

Cette troisième variable relative au niveau de vie traduit le volume des ressources disponibles permettant de garantir à chacun un niveau de vie satisfaisant. « Son champ d'emprise recouvre l'emploi et tous autres

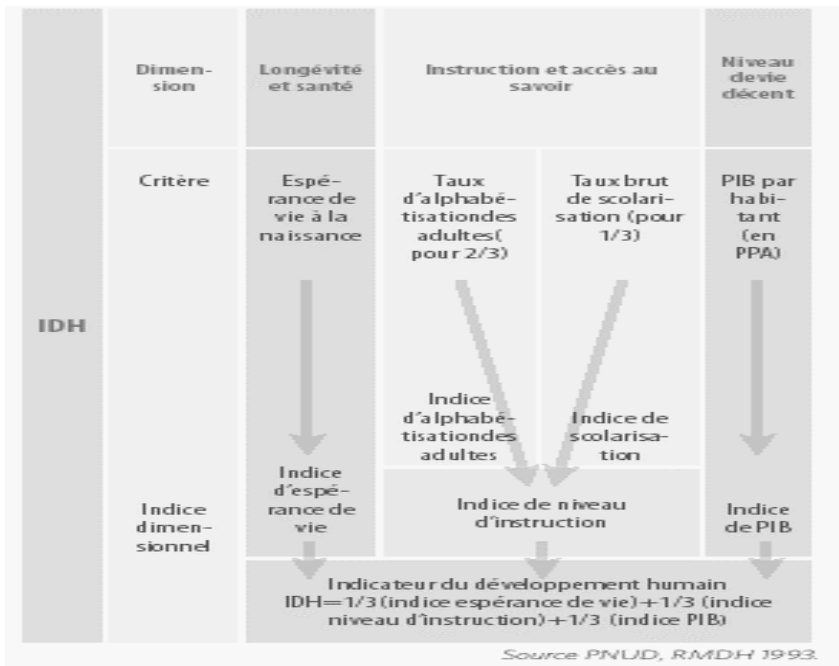
moyens de création de revenu tels que l'accès à la terre, au crédit et à l'exercice d'une activité économique » (CNES, 2006 : p.17).

Rappelons que dans l'approche du PNUD trois autres indices sont associés à ces mêmes indicateurs. Il s'agit respectivement de :

- L'indice de pauvreté humaine (IPH-1) ;
 - L'indice sexo-spécifique de développement humain ;
 - L'indice de la participation de la femme.
- A. L'indicateur de pauvreté humaine (IPH) « s'attache aux déficits rencontrés au niveau des dimensions essentielles prises en considération par l'IDH : la première renvoie au déficit en termes de longévité, la probabilité de décès relativement précoce étant représentée à l'intérieur de l'IPH par le pourcentage d'individus risquant de décéder avant l'âge de quarante ans. La deuxième s'intéresse aux déficits dans le domaine de l'instruction, et est mesurée par la proportion d'adultes analphabètes. La troisième dimension, enfin, a trait aux déficits en termes de conditions de vie et s'attache en particulier à ce que procure l'économie dans son ensemble. Il s'agit en fait d'un sous-indicateur composite comprenant lui-même les variables liées respectivement à l'accès à l'eau potable et au pourcentage d'enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition » ;
- B. L'indicateur sexospécifique du développement humain (ISDH) « ne représente pas une mesure des inégalités entre hommes et femmes, mais une mesure du développement humain qui ajuste l'IDH afin de sanctionner les disparités entre les hommes et les femmes sous les trois aspects couverts par l'IDH : santé et longévité, instruction et niveau de vie décent. » (CNES, 2007 : p.18) ;
- C. L'indicateur de la participation des femmes (IPF), à la différence de l'ISDH qui porte sur le bien-être, « couvre plus particulièrement l'activité. Il tient compte de trois dimensions dans ce domaine : la participation à la vie et aux décisions politiques, la participation à la vie et aux décisions économiques, et le contrôle des ressources économiques. » (CNES, 2007 : p.18).

2.3. La démarche méthodologique du calcul de l'IDH

La démarche méthodologique mise en œuvre par les experts du PNUD pour le calcul de la valeur de l'IDH repose sur l'agrégation des trois composantes privilégiées du développement humain, à savoir, rappelons-le, l'espérance de vie à la naissance, le degré d'éducation, et le PIB/H, conformément à l'aperçu synthétique (Diagramme) suivant :



2.3.1. Le mode de calcul des variables

Pour chaque variable, il est défini une valeur minimale et une valeur maximale et on mesure le progrès réalisé pour atteindre un niveau maximum de l'indicateur, par rapport à la distance totale entre le niveau maximum et le niveau minimum. Il s'agit donc de mesures tout à fait relatives. (Lemlin, 2004 : p. 1.3.5)

Tableau 1 : Minima et maxima des variables dans les formules de normalisation.

Variable	Minimum	Maximum
PIB par habitant (\$ PPA)	100	40 000
Espérance de vie (années)	25	85
Alphabétisme (%)	0	100
Scolarisation (%)	0	100

Source : PNUD (2007).

Il faudrait relever que les versions de l'IDH antérieures à 1994 prenaient pour valeurs maximums et minimums les niveaux les plus élevés et les plus bas observés cette année-là parmi les pays. Cela rendait impossibles les comparaisons d'année en année. La version courante de l'IDH prend pour minimums les valeurs les plus faibles observées au cours des trente dernières années.

- A. Pour l'espérance de vie, compte tenu des statistiques observées dans le monde, la valeur minimale a été fixée à 25 ans et la valeur maximale à 85 ans.

$$\text{Chiffre} = (\text{valeur réelle} - \text{valeur minimale}) / (\text{valeur maximale} - \text{valeur minimale})$$

- B. Pour le niveau d'éducation, le degré se compose de deux éléments, d'une part le taux d'alphabétisation des adultes, soit le pourcentage des 15 ans et plus sachant écrire et comprendre aisément un texte court et simple traitant de la vie quotidienne (valeur minimale= 0, valeur maximale = 100) pour 2/3 (2/9 de l'IDH) et le taux de scolarisation calculé par le nombre d'années d'étude tous pallier confondus soit pour le primaire, le secondaire et le supérieur). Pour 1/3 (soit 1/9 de l'IDH) (valeur minimale = 0, valeur maximale = 100).

- Indicateur d'alphabétisation (A) = (taux d'Alphabétisation – taux d'alphabétisation minimum) / écart maximum ;
- Indicateur de scolarisation (S) = (taux de scolarisation – taux de scolarisation minimum) / écart minimum ;

- Indicateur de niveau d'éducation est la moyenne pondérée de A (coefficient 2) et S (coefficient 1) [$E = (2A + S)$].
- C. Pour l'indicateur de niveau de vie (V), l'accès aux ressources est mesuré par le PIB réel par habitant ajusté en PPA, c'est-à-dire en « parités de pouvoir d'achat ». (Ajustement du PIB réel par habitant). Cet ajustement est nécessaire parce que pour pouvoir comparer les pays entre eux, les données du PIB réel par habitant doivent être exprimées dans une même unité monétaire. Les chiffres exprimés en monnaie locale (Dinars, Dirhem, lires, livres...) sont donc tous convertis en dollars U.S. Cependant, pour faire cette conversion, on n'utilise pas simplement le taux de change ; à la place, on utilise un taux de conversion qui reflète le pouvoir d'achat relatif des monnaies.

En plus d'être corrigé pour tenir compte du coût de la vie, le PIB réel par habitant est aussi ajusté pour refléter l'hypothèse que les accroissements successifs du revenu per capita contribuent de moins en moins à l'épanouissement humain. L'application de ce principe se traduit depuis le Rapport de 1999 par une transformation logarithmique : l'indicateur du niveau de vie utilisé dans le calcul de l'IDH est donc le *logarithme* du PIB réel par habitant exprimé en « PPA », c'est-à-dire en « parités de pouvoir d'achat ».

$$R = [\log(\text{PIB par hab.}) - \log(100)] / [\log(40000) - \log(100)]$$

L'ajustement opéré sur le montant du PIB réel observé cherche à prendre en compte le fait qu'une même somme ajoutée à un revenu n'a pas la même utilité selon que le revenu initial est faible ou élevé.

Concernant cette troisième variable de l'IDH, on fait remarquer que « si elle est relativement facile à obtenir et à établir au niveau national, elle est par contre plus difficile à calculer au plan régional dans un même pays et à normaliser au niveau international » (CNES 2006 : p. 17), ceci pour deux raisons essentielles :

- D'une part, des distorsions importantes dans le traitement et la détermination du taux de change faussent notablement la comparaison des résultats ;
- D'autre part, toutes les collectivités locales d'un pays ne disposent pas de structures et de capacités techniques suffisantes pour alimenter une base de données régionales.

2.3.2. Calcul de l'IDH

La méthode de calcul attribue à chacun des trois indicateurs une valeur comprise entre 0 et 1. Leur moyenne donne alors l'indicateur de développement humain. L'IDH est donc compris, lui aussi, entre 0 et 1, deux valeurs théoriques, 0 étant l'indicateur qu'obtiendrait un pays ayant pour chacun des trois indicateurs constitutifs le minimum prévu par la formule de calcul, et 1 étant au contraire l'indicateur qu'obtiendrait un pays atteignant pour chacun des indicateurs constitutifs la valeur maximale.

C'est donc une moyenne arithmétique de la somme de ces trois indicateurs. Il faudrait souligner qu'aucun pays n'a la valeur 0 et aucun n'a la valeur 1. Tous les pays sont classés entre ces valeurs max et min : la distance entre les valeurs max et min marque la différence de niveau de développement atteint par chaque pays ce qui se reflète dans le classement. Ainsi, on distingue des pays disposant d'un indicateur de développement élevé, ceux ayant un IDH moyen, ceux enfin d'un faible développement.

Pour un pays noté j le calcul de l'IDH s'effectue de la manière suivante : (PNUD, 2001)

- A. Pour chacune des quatre variables, on calcule un sous-indice qui est le rapport du progrès réalisé sur le chemin à parcourir :

$$I_{ij} = \frac{x_{ij} - \min x_i}{\max x_i - \min x_i}$$

Où :

- x_{ij} est la valeur de l'indicateur i dans le pays j ;
- $\max x_i$ est la valeur maximum de l'indicateur i ;
- $\min x_i$ est la valeur minimum de l'indicateur i .

B. L'indicateur retenu pour le savoir est une moyenne pondérée des deux variables utilisées (Taux d'alphabétisation et taux brut de scolarisation) ; le poids accordé à l'alphabétisation est le double de celui accordé à la scolarité :

$$I_{\text{Savoir}, j} = 0,67 \times I_{\text{alpha}, j} + 0,33 \times I_{\text{Scolar}, j}$$

C. L'indicateur de développement humain est une moyenne arithmétique des indicateurs associés aux trois composantes :

$$I_j = \frac{1}{3} \sum_{i=1}^3 I_{ij}$$

Pour l'année 2005 par exemple le classement des 177 Etats concernés a donné l'Islande au 1^{er} rang (IDH=0,968), la France 10^{ème} (IDH=0,952), les Seychelles 50^{ème} (IDH=0,843), Maurice 65^{ème} (IDH=0,804), les Comores 134^{ème} (IDH=0,561) et Madagascar 143^{ème} (IDH=0,533).

3. Portée et limites de l'IDH

3.1. Portée de l'IDH

On s'accorde en général à considérer que le Rapport mondial sur le développement humain représente, comme l'a exprimé M. Malloch Brown, Administrateur du PNUD, dans l'avant-propos du Rapport arabe sur le développement humain 2002, « un effort novateur visant à établir un bilan du développement mondial dans une perspective humaine, plaçant l'expansion des capacités, choix et opportunités accessibles à tous, au centre du processus de développement ».

L'indicateur de développement humain (IDH) permet d'évaluer le bien-être des populations dans une acception large, allant au-delà des indicateurs classiques « PIB et revenu par tête d'habitant ». Ces indicateurs classiques, jusqu'alors largement utilisés, privilégient plutôt l'accès aux ressources en tant qu'indicateur, mais ne permettent pas de rendre compte de dimensions aussi essentielles que celles traduites par l'état de santé ou l'accès à l'instruction et à l'éducation.

Ces dimensions humaines essentielles du développement sont désormais consacrées dans l'approche indiciaire (IDH) d'estimation des efforts qui y sont consacrés, même si les indicateurs habituels « PIB par tête d'habitant et revenu par tête d'habitant » ne sont pas ignorés, ils sont par contre largement déclassés. L'IDH est ainsi plus précis et plus riche que le seul PIB dans l'évaluation du développement humain.

Ainsi donc l'indicateur du développement humain (IDH) est désormais adopté comme moyen d'évaluation de l'état d'amélioration ou de dégradation des conditions de vie des populations concernées et conséquemment l'efficacité ou l'inefficacité (bonne ou mauvaise gouvernance) dans l'allocation des ressources et de leur bonne ou mauvaise gestion et donc du degré de réussite des pays par rapport au niveau de satisfaction des besoins de leurs habitants, dans la mesure où, au-delà de simple mesure de richesses, il tient compte aussi bien de l'espérance de vie, du niveau d'alphabétisation et d'instruction que du volume des ressources disponibles permettant de jouir de conditions de vie décentes.

Un « indice de développement humain » élevé d'un pays signifie que la population de ce pays dispose d'un bon système de soins, d'un bon système d'éducation et d'un revenu « décent » qui permet d'avoir accès à de bons services sociaux de base. En revanche, un pays qui ne consacre pas avec efficacité ses ressources au bien-être de la population, connaîtra un IDH peu élevé et attirera l'attention sur l'orientation sociale inappropriée de ses politiques publiques, autrement dit sur sa mauvaise gouvernance. (Greff-Alami, 2007)

L'acceptation internationale de l'IDH semble prouver que cet indicateur rassemble suffisamment d'informations tout en restant compréhensible (Goujon, 2009). On souligne aussi souvent que cet indicateur a l'intérêt indéniable d'avoir réussi à concurrencer le seul critère du produit intérieur brut par habitant pour mesurer le développement, et par conséquent d'avoir attiré l'attention sur les aspects non-économiques du développement.

La méthode de construction de l'IDH, bien qu'elle ne soit pas exempte de critiques, est relativement simple, transparente et acceptée au niveau international. C'est ce qui expliquerait qu'on s'accorde sur le fait que l'indicateur de développement humain soit incontestablement plus précis et plus riche que le seul PIB dans l'évaluation du développement, même s'il reste néanmoins insuffisant, voire contestable.

3.2. Les limites de l'IDH

De nombreuses critiques ont été adressées à cet Indicateur du développement humain sans le remettre en cause, faut-il le souligné. Les critiques portent non seulement sur les critères utilisés, les méthodes de calcul et la nature et la disponibilité des données mais sur la définition même du concept de développement humain. (Goujon, 2009)

3.2.1. Problème des méthodes d'agrégation : formes fonctionnelles et pondérations arbitraires

Les méthodes d'agrégation font aussi l'objet d'importantes critiques. Le professeur Lemelin suscite note que « le PNUD ne présente aucun argument pour fonder théoriquement le choix de donner un poids égal aux trois composantes de l'IDH, ni pour justifier la pondération utilisée pour calculer l'indicateur relatif à l'éducation (deux tiers-un tiers). » Or, poursuit l'auteur « lorsqu'on applique des pondérations arbitraires pour construire un indice ordinal (comme l'IDH), il s'ensuit que l'ordre que cet indice établit entre les observations (les pays) est lui aussi arbitraire, ce qui a pour effet de dépouiller l'indice de son statut de mesure. ». Le même auteur rappelle qu'avant 1999, la forme de la relation entre le

PIB réel par habitant et le PIB corrigé (« formule d'Atkinson ») était en contradiction avec le principe selon lequel, au-delà d'un certain seuil, l'accroissement du revenu contribue de moins en moins à l'épanouissement humain. La correction logarithmique appliquée dans le Rapport de 1999 constitue une nette amélioration, mais le choix de cette formule de correction semble néanmoins arbitraire.

Beaucoup se sont interrogé sur la pertinence, l'intérêt ou la possibilité d'agréger sous la forme d'un indicateur unique des éléments si hétérogènes (richesse monétaire, santé, éducation). L'agrégation suppose en effet une équivalence entre des niveaux des différentes dimensions, et qu'une faiblesse dans l'une peut être compensée par un niveau élevé dans une autre (Goujon, 2009).

Par exemple, une espérance de vie de 76 ans, un PIB par habitant de 16300 dollars, des taux de scolarisation ou d'alphabétisme de 85% sont équivalents puisqu'ils amènent au même niveau d'indice dans les trois dimensions (0,850) et par conséquent d'IDH (du fait de l'emploi d'une moyenne simple). De la même façon, la progression d'une espérance de vie de 70 à 76 ans constitue le même progrès en termes d'IDH qu'une augmentation du PIB par habitant de, par exemple, 9000 dollars à 16300 dollars.

L'emploi d'une moyenne arithmétique simple fait aussi l'objet de critiques. D'autres formules, plus sophistiquées, sont employées, notamment par le PNUD dans la construction d'autres indicateurs synthétiques (comme la moyenne géométrique dans l'Indice de Pauvreté Humaine). La moyenne simple a cependant l'avantage d'être la plus transparente, et elle a par conséquent grandement participé à l'acceptation de l'IDH. De façon complémentaire, la pondération des variables dans l'IDH (poids identiques des trois dimensions dans l'IDH, poids deux fois plus important de l'alphabétisme par rapport à la scolarisation dans l'indice d'éducation) apparaît arbitraire, mais sans que puisse être finalement justifiés d'autres choix. (Goujon,2009)

Les formules de normalisation qui permettent le passage entre les niveaux des variables et les valeurs d'indices, y compris le choix des

valeurs extrêmes, font aussi l'objet de critiques puisqu'elles relèvent sans doute de réflexion logiques mais aussi de jugements subjectifs. Il en va particulièrement de la formule de normalisation du PIB par habitant menant à l'indice de richesse monétaire. Cette formule utilise une transformation logarithmique qui « écrase » les valeurs élevées de PIB par habitant. Le PNUD considère ainsi qu'atteindre un niveau de vie acceptable ne nécessite pas une valeur illimitée de revenu, ou, qu'une augmentation du PIB par habitant est plus « importante » quand celui-ci est initialement faible. En d'autres termes, l'utilité marginale d'un dollar supplémentaire de revenu est décroissante avec le niveau du revenu. Ainsi, une augmentation de la richesse de, par exemple 500\$, a « moins d'importance » quand initialement on dispose de 30 000\$ plutôt que de seulement 1000\$. (Goujon, 2009).

3.2.2. La non prise en compte des disparités à l'intérieur des pays et les dimensions ignorées du développement socio-économique

A. La non prise en compte des disparités à l'intérieur des pays :

L'IDH est un indicateur de niveau moyen de développement pour une population. Il ne tient pas compte en effet explicitement des inégalités de revenus ou sociales dans les pays. Il peut donc cacher de fortes disparités à l'intérieur d'un pays, entre les régions, les sexes, les groupes raciaux ou les classes socio-économiques, par exemple. Par exemple, deux pays peuvent présenter des niveaux d'IDH identiques mais la part de la population pauvre dans l'un des deux pays peut être plus élevée si ce pays est plus inégalitaire que l'autre. On peut cependant considérer que dans l'IDH, les variables comme le taux d'alphabétisme ou de scolarisation, et même l'espérance de vie, reflètent indirectement le niveau des inégalités dans le pays, et c'est d'ailleurs en cela que l'IDH représente un progrès par rapport au PIB par habitant. Certes, le PNUD a proposé des indicateurs prenant mieux en compte les inégalités, comme l'Indice de Pauvreté Humaine, ou l'Indice de Développement lié au Genre (inégalités hommes-femmes) mais là aussi « la construction de tels indicateurs est à la fois moins transparente, moins acceptée, et fortement contrainte par la disponibilité des données statistiques. » (PNUD, 1994)

Quant aux inégalités économiques, elles étaient prises en compte, jusqu'en 1996, grâce au calcul d'un IDH ajusté en fonction de la répartition du revenu. Mais cette variante de l'IDH est obtenue de façon quelque peu mécanique, en multipliant l'IDH global d'un pays par un « coefficient de disparité » qui est le rapport de la part du revenu obtenu par les 20 % de la population situés au bas de l'échelle sur la part de revenu obtenue par les 20 % situés en haut de l'échelle. Depuis 1997, le PNUD tente de prendre en compte les inégalités économiques au moyen d'indicateurs complémentaires, les « Indicateurs de la pauvreté humaine » (IPH).

L'année suivante, le PNUD a commencé à présenter deux indicateurs différents, l'un (IPH-1)

Pour les pays en développement et l'autre (IPH-2) pour les pays industrialisés.

L'IDH sexospécifique tente d'améliorer l'IDH, mais il utilise lui aussi des formes fonctionnelles *a priori* et des pondérations arbitraires (encore que sa complexité puisse le faire paraître davantage « scientifique »). La raison fondamentale de cela est simplement qu'il n'y a pas de réponse unique à des questions comme « Comment faudrait-il mesurer l'inégalité ? » et « Quel poids devrions-nous donner à l'inégalité ? ». (Lemelin, 2004)

B. Les dimensions ignorées du développement socio-économique :

Plusieurs dimensions du développement humain ou du bien-être manquent et ne sont pas prises en compte, entre autres : (Lemelin, 2004)

- La question de l'environnement. Cette question qui est devenue centrale dans toute approche de développement qui se veut durable, n'est pas prise en compte dans l'approche du PNUD malgré les travaux exploratoires faits dans ce sens, les chercheurs du PNUD ne sont pas parvenus à proposer une façon satisfaisante de prendre en compte de la performance des pays en matière d'environnement.

- Le chômage : si, conformément aux idées de Sen, l'IDH vise à mesurer le développement des « capacités » des êtres humains, le taux de chômage devrait sans doute entrer en ligne de compte, puisqu'il n'est pas indifférent qu'un revenu soit gagné en salaire ou qu'il soit reçu en prestations sociales (comme l'ont démontré en particulier les études sur la relation entre la santé et le chômage). Le taux de chômage de longue durée est d'ailleurs pris en compte dans le calcul de l'Indice de la pauvreté humaine IPH-2, celui qui est appliqué aux pays industrialisés.

3.2.3. Le problème de la nature et de la disponibilité des données statistique

L'objet principal de l'IDH, établir un classement des pays, nécessite que soient utilisées des données standardisées internationalement plutôt que des données nationales, qui sont généralement plus précises mais dont la définition peut différer entre les pays. Les données internationales sont des données nationales qui ont été « traitées » ou « ajustées » par les organismes internationaux (corrigées quand elles comportent des erreurs, estimées quand elles manquent, transformées sous la forme d'indicateurs). Par conséquent, les données statistiques sur lesquelles repose la construction de l'IDH peuvent être imprécises, à cause non seulement de la mauvaise qualité des statistiques produites dans de nombreux pays non suffisamment outillés dans ce domaine mais aussi de l'imprécision de la définition des concepts.

L'exemple de l'indice d'alphabétisme des adultes est à cet égard très explicite. Le taux d'alphabétisme est probablement, parmi les quatre variables utilisées dans l'IDH, celui qui pose le plus de problèmes en termes d'informations statistiques. La définition retenue du taux d'alphabétisme des adultes par le PNUD est : « Le pourcentage des personnes âgées de 15 ans ou plus qui peuvent, en comprenant, lire et écrire un texte court en rapport avec leur vie de tous les jours ». A l'inverse, l'analphabétisme est l'incapacité de comprendre, lire et écrire un texte court. La distinction n'est pas toujours claire entre l'analphabétisme et l'illettrisme, ce dernier étant défini comme un apprentissage imparfait de la lecture et de l'écriture. La question du type

et des seuils de compétences testées est donc cruciale, et la difficulté vient du fait qu'ils peuvent différer entre les pays et les organismes qui évaluent ces compétences. Les comparaisons internationales, ou même régionales, ne sont donc pas aisées en la matière (voir également UNESCO, 2007).

Cette question de la fiabilité des statistiques pour mesurer le progrès se pose partout et pas seulement dans les PVD. En France, M. Nicolas Sarkozy, l'ancien Président de la République française, insatisfait de l'état actuel des informations statistiques sur l'économie et la société, a demandé en février 2008 à M. Joseph Stiglitz (Président de la Commission), Amartya Sen (conseiller) et Jean-Paul Fitoussi (coordinateur) de mettre en place une commission qui a pris le nom de Commission pour la Mesure des Performances Economiques et du Progrès Social (CMPEPS). Celle-ci a reçu pour mission de déterminer les limites du PIB en tant qu'indicateur des performances économiques et du progrès social, de réexaminer les problèmes relatifs à sa mesure, d'identifier les informations complémentaires qui pourraient être nécessaires pour aboutir à des indicateurs du progrès social plus pertinents, d'évaluer la faisabilité de nouveaux instruments de mesure et de débattre de la présentation appropriée des informations statistiques. (Stiglitz, Sen et Fitoussi, 2009 : p.7)

Conclusion

Pour conclure on peut dire à propos notamment de l'adéquation de cette évaluation avec la réalité qu'En dehors de la récurrente problématique de la qualité et de la pertinence des informations statistiques ainsi que des méthodes de calcul mobilisées dans les différents pays pour réaliser ce genre d'évaluation, une observation d'ordre général est sans doute nécessaire ... Elle concerne comme le souligne l'économiste algérien Mohamed Bahloul (Bahloul, 2009) les limites des indicateurs, même associés et agrégés dans un indice global, à produire de la connaissance sur le niveau de bien être des gens et son évolution, c'est-à-dire sur leur vie telle qu'elle est réellement et non telle que nous la restituons les données statistiques ... « Dans tous les cas, partout, il y a incomplétude de l'information et de la connaissance qui en découle de par même les

méthodes et techniques de sa production et de circulation ». Ajoutant « L'analyse statistique, n'a certes pas la prétention de rendre compte du réel mais de se le représenter sous forme de valeur, de grandeur, de proportions...etc. Représentations multiples qui débouchent d'ailleurs sur des utilisations et des lectures différentes chez le démographe, le sociologue, l'économiste... ». Le professeur Mohamed Bahloul observe encore que « Les chiffres » lorsqu'ils sont globaux, mesurent les niveaux de vie et les évolutions par les proportions, ont la prétention d'être globalisants, rendent nécessairement anonyme la vie des gens ; leur souffrance comme leur bonheur sont appréhendés à travers des grandeurs qui ne reflètent pas forcément leurs besoins, leurs attentes... « en un mot leur vécu au quotidien », ajoutant que « Dans ce genre d'exercice, difficile il faut le dire, il y a toujours le risque du grand décalage entre la 'photo' que donnent les indicateurs statistiques et la vie des gens qui souvent apparaît en cliché, en 'négatif' ». ».

Sans aller au raccourci désormais classique que « les statistiques montrent tout sauf l'essentiel », il semble que ces quelques observations sur la pertinence 'chiffres/réalité' s'imposent pour une lecture raisonnée de ce type d'évaluation en insistant sur le caractère relatif de l'analyse et des corrélations statistiques qui sont toujours à compléter, consolidées par des enquêtes économiques et sociologiques de terrain et des analyses qualitatives sur les populations par région, par tranches d'âges, par catégories socioprofessionnelles, emplois, revenus...

Jamais on ne trouvera, sans doute, de solution définitive au problème de la mesure du développement et du progrès social, puisque cette solution n'existe pas. Il serait même pernicieux que la complexité des calculs nous fasse succomber à l'illusion de « scientificité ». Néanmoins, il peut être utile de continuer à affronter le défi intellectuel de tenter de mesurer ce qui ne peut pas se mesurer, pourvu que cela conduise à une meilleure compréhension des limites de la mesure et à une amélioration des méthodes de mesure des réalités sociales. (Lemlin,2004)

Ceci étant, il faudrait souligner que nous avons besoin d'une lecture de nous-mêmes par nous-mêmes. Elle permet à notre pays de contribuer à la fabrication de l'image que l'on se fait de lui 'ailleurs' et éviter les manipulations et les représentations parfois nihilistes que l'on se fait de nous. Faire une auto-évaluation du progrès national dans les différents domaines sur des bases rationnelles et indépendantes est désormais un levier de production de la médiation entre les gouvernants et les gouvernés.

Bibliographie

1. Aturupane, Harcha, Glewne, Paul et Isenman (1994): « Poverty, Human development and growth: an emerging consensus », *American Economic Review*, 84 (2), 244-249.
2. Bahloul, M. (2009) : « entretien sur le développement humain » *El Watan économie* - Du 27 avril.
3. CNES (2006) : *Rapport National sur le Développement Humain* », Alger.
4. CNES (2007) : « *Rapport National sur le Développement Humain* », Alger.
5. Goujon, M. ((2009) : « L'indice de développement humain : une évaluation rétrospective pour La Réunion (1985-2005). » CERDI, *Etudes et Documents*, E 2009.05
6. Greft-Alami (2007) : « *Comprendre le développement humain* » Ministère du développement social, de la famille et de la solidarité, Maroc.
7. Lazarsfeld, P (1971) « *Le vocabulaire des sciences sociales : concepts et indices* », Mouton & co., Paris.
8. Lazarsfeld, P. (1971) « *Des concepts aux indices empiriques* », texte 1, p. 27-36, dans Boudon, R et autres.
9. Lemlin, A. (2004) : « *Méthodes quantitatives des sciences sociales appliquées aux études urbaines et régionales* » INRS-Urbanisation, Culture et Société, Montréal.
10. PNUD (1990) : « *Rapport Mondial sur le Développement Humain 1990* » *Economica*, Paris.
11. PNUD, (1999) : « *Rapport Mondial sur le Développement Humain 1999* » *Economica*, Paris.

12. PNUD, (2001) : « Rapport Mondial sur le Développement Humain 2001 » Economica, Paris.
13. PNUD, (2002) : « Rapport Mondial sur le Développement Humain 2002 » Economica, Paris.
14. Ravaillon, M (1997) Good and bad growth: The Human Development Reports. World Development ; 25(5) :631-638.
15. Sen, A. (1999). Un nouveau modèle économique ; Odile Jacob, page 15.
16. Srinivasen, T. N. (1994) « Human development: a new paradigm or reinvention of the wheel? », American Economic Review, 84(2), 238-243.
17. Stiglitz, J. Sen, A et Fitoussi, J.P. (2009) : « Mesure des performances économiques et du progrès social réexaminée : Réflexions et vue d'ensemble des questions abordées », Paris.
18. Streeten, P (1994): « Human development: means and ends », American Economic Review, 84(2), 232-237.